

Gérard Andrieux "ne pas laisser tous les leviers entre les mains d'une gauche sectaire et sans valeur"



Article rédigé par *Antoine Besson*, le 02 juin 2012

Gérard Andrieux, candidat dans la 6^{ème} circonscription des Français établis à l'étranger (Suisse et Liechtenstein), explique à la veille des élections ses convictions et son programme.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Je me présente pour défendre les valeurs fondamentales à l'Assemblée Nationale (vie, famille, mariage, éducation et liberté de conscience). Pour défendre notre souveraineté. Pour sauver notre pays de la décadence. Pour que notre pays reste une Civilisation.

Dans quelle circonscription ?

La 6^{ème} circonscription des Français établis à l'étranger (Suisse et Liechtenstein).

Pour quel parti ?

Je n'ai pas d'étiquette politique. J'affiche le label : Rassemblement de la droite et du centre.

Mon site est le suivant : www.gerard-andrieux.com

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Le désir de servir. Et la volonté de faire connaître le programme de l'excellente initiative « AUDACE 2012 » de François BILLOT DE LOCHNER, dont vous avez été un relais.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

L'UMP a déçu de nombreux français qui, comme moi, ne s'y reconnaissent pas.

Il s'agit de ne pas laisser tous les leviers entre les mains d'une gauche sectaire et sans valeur qui détient aujourd'hui tous les pouvoirs.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Ce sera difficile, car il s'agira de passer son temps à convaincre (même à droite il y a un gros problème de valeurs et de formation). Mais le challenge et ses enjeux en valent la peine.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Je continuerai à faire preuve de persévérance (partout et tout le temps) pour défendre nos valeurs parce

qu'elles sont éternelles.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Il s'agit d'humaniser les relations entre l'homme, le travail et la finance.

Défendre l'économie de marché ne veut pas dire accepter les dérives du libéralisme.

La mondialisation peut être contenue par un système de taxe douanière et par un meilleur contrôle de nos frontières.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Elu Député de la Nation, je défendrai toujours le respect de la vie de la conception à la mort naturelle.

Je propose donc de développer les soins palliatifs, d'encourager la recherche sur les cellules souches adultes et d'aider les femmes enceintes en difficulté à accueillir leur enfant.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Elu Député de la Nation, je défendrai toujours le vrai mariage et je pense que l'on peut aller jusqu'à l'inscription dans la constitution de la définition de ce mariage : l'union d'un homme et d'une femme.

Je défendrai toujours la vraie famille, composé d'un papa et d'une maman. Parce que c'est dans l'intérêt de l'enfant.

Je m'opposerai donc au mariage homosexuel et à l'adoption d'enfants par des personnes homosexuelles.

Il faut également avoir le courage d'affirmer que, parce que les personnes homosexuelles contournent la loi en adoptant en tant que personne célibataires, il faut interdire l'adoption aux personnes célibataires.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Elu Député de la Nation, je proposerai de développer secteur totalement libre en parallèle au secteur public actuel. Les écoles et universités auraient la maîtrise de leurs budgets, de la façon de développer leurs programmes et de la pédagogie mise en œuvre.

Il faut libérer l'enseignement en soutenant toutes les initiatives qui vont dans ce sens.

Je soutiendrai, par exemple, la Fondation pour l'école.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Je suis d'accord. Il faut décentraliser et assouplir le système.

J'ajoute, pour faire un peu de provocation, que l'Education Nationale doit redevenir un outil pour transmettre un savoir.

La famille est la cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

Elu Député de la Nation, j'affirmerai haut et fort que la famille, c'est la cellule de base de la société. Elle protège les enfants et leur permet de grandir de manière épanouie. Elle prépare l'avenir par le renouvellement des générations et le financement des retraites.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Elle protège les enfants et leur permet de grandir de manière épanouie. Elle prépare l'avenir par le renouvellement des générations et le financement des retraites. Et elle permet de grands moments de bonheur.

Il s'agit ici de soutenir et de développer les allocations dues aux familles (bien entendu, sans condition de ressources, car contrairement aux socialistes, je ne confond pas politique sociale et politique familiale).

Il s'agit aussi de soutenir toutes les structures associatives qui oeuvrent pour défendre la famille et pour régler d'éventuelles difficultés familiales.

Il s'agit, enfin, de lutter avec détermination contre la pornographie.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Elu Député de la Nation, je proposerai le dividende universel.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

La laïcité, c'est le Christ qui l'institue avec la célèbre phrase « Rendez à César... etc... ».

Ce n'est pas le laïcisme et son intolérance vis-à-vis du religieux et comme par hasard, surtout vis-à-vis des catholiques.

Je ne suis pas un intégriste de la laïcité et je pense que l'on ne peut pas mettre toutes les religions sur un pied d'égalité. Pourquoi mettre sur un pied d'égalité une grande religion qui a fait notre pays, à qui la France doit tous ses bienfaits avec une religion arrivée de l'étranger il y a seulement 30 ans et qui n'est pas compatible avec notre identité, nos traditions, nos coutumes, nos règles... ?